

Primes 2018 : de nouvelles hausses insupportables!

Le début de l'automne est redouté, à juste titre, par beaucoup de foyers jurassiens: c'est la période de l'annonce des hausses des primes d'assurance maladie. Et une fois de plus, le budget des citoyen-ne-s est alourdi par des augmentations démesurées: le Jura boit à nouveau la tasse avec une augmentation moyenne de 4.8% (4% en moyenne nationale). Le Parti socialiste jurassien demande au Gouvernement de faire tout ce qui est en son pouvoir pour contrer ces hausses qui deviennent insupportables pour bon nombre de Jurassiennes et de Jurassiens. Plusieurs initiatives vont être lancées prochainement au niveau fédéral pour tenter de contrer ce cercle vicieux.

4.8% pour les adultes, 6.8 % pour les enfants, 3.6% pour les jeunes: les chiffres annoncés hier par l'Office fédéral de la santé publique sont scandaleux. « Les coûts de la santé ne peuvent pas à eux seuls expliquer ces hausses»: le président du Parti socialiste jurassien, ne décolère pas. Selon Loïc Dobler, « il faut revoir un système qui montre ses limites: pseudo-concurrence, chasse aux bons risques, réserves opaques, complications administratives, dépenses publicitaires excessives,... ».

L'année dernière déjà, le Parti socialiste jurassien demandait aux autorités cantonales d'intervenir avec vigueur auprès de la Confédération. Il est urgent de trouver des solutions pour aider les bas revenus et la classe moyenne à payer leurs primes d'assurance. Les autorités doivent prendre le dossier en mains pour aider les ménages et sortir de cette spirale infernale.

Le PS Suisse travaille à une initiative d'allègement des primes qui aurait pour but de limiter le poids des primes à un maximum de 10% du revenu disponible d'un ménage. Elle devrait être lancée dans le courant de l'année 2018.

Deux initiatives fédérales, portées par plusieurs partis cantonaux et locaux, associations, citoyens,... vont également être déposées dans quelques jours. La première vise à débarrasser le Parlement des lobbies des assurances-maladie qui sclérosent tout le système de santé. La deuxième souhaite donner davantage de liberté d'organisation aux cantons.

Enfin, force est de constater que les partis de droite, majoritaires tant au niveau fédéral que cantonal, ne font rien face à cette problématique et ne proposent pas de solutions pour tenter de maîtriser un système qui s'emballe. Les Suisses ont refusé l'idée d'une caisse maladie publique il y a 3 ans: depuis, les hausses des primes d'assurance maladie ont encore franchi plusieurs paliers... A quand des réactions?